Mobilisations en Espagne

¡ Esto no se para !*

* Ça ne s'arrête pas !

En juillet 2026 et à nouveau depuis le 25 août, près de 6 000 salarié-es d'Airbus (sur les 14 000 salarié-es de Commercial, Defence and Space et Helicopters) sont en grève illimitée sur tous les sites espagnols.

Après de nombreuses attaques sur leurs conditions de travail (gel des salaires, pénalités en cas d'arrêts maladies, diminution des prestations de navettes et cantines d'entreprises, semaines de congés imposées…) et un contexte particulièrement difficile pour les salarié-es (~50% de perte de pouvoir d'achat sur les 8 dernières années, l'absence de garantie venant avec le projet BROMO), le courrier de M.Faury concernant la réduction du télétravail et ses attaques sur l'absentéisme est l'étincelle qui met le feu aux poudres, alors que le groupe déclare des bénéfices records en 2025. Au cœur de l'été, plutôt que de répondre aux revendications des salariés, il multiplie les promesses aux actionnaires avec un doublement des bénéfices d'ici 2029 et l'engagement de dividendes indécents et un plan de rachat d'actions de 5 milliards d'euros.

Tout part de la base

C'en est trop pour les salariés ! Début juillet, ils ont insisté auprès des syndicats pour organiser une assemblée générale au cours de laquelle ils ont voté une grève illimitée. Depuis, les salariés sont plusieurs milliers à s'organiser chaque jour au moyen de messageries privées, dans différentes commissions thématiques, d'AG et de référendums pour aboutir à des revendications précises qui sont portées par un comité de grève auprès de la direction.

Crédit photo : El Español

Et pour plus d'informations, lien vers une interview de délégués syndicaux CGT Airbus →

Les principales revendications sont :

- 18% d'augmentation salariale - pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat passées ;
- Indexation de la politique salariale Airbus sur l'inflation ;
- Paiement des jours de grève ;
- Maintien du télétravail à 2j/semaine ;
- Suppression de la pénalité salariale en cas d'arrêt maladie ;
- Retour de l'accès aux navettes et restauration d'entreprise ;
- Liberté de pose des congés.

Fin juillet, un accord signé par des organisations syndicales non grévistes a été jugé insuffisant par la base et même rejeté lors d'un référendum organisé par la direction auprès de l'ensemble des salariés. L'assemblée des grévistes a alors décidé d'une pause de la grève en août. Elle s'est de nouveau réunie le 24 août et a décidé de repartir en grève illimitée avec l'appui des syndicats les plus combatifs (UGT, CGT, Útil).

En face, roublardise et duperies

Cet événement dévoile au grand jour la conception du "dialogue social" selon la direction. Elle prend la voie des menaces : gel des embauches et des départs à la retraite, accusations des grévistes de nuire à l'image de l'entreprise, chantage au transfert vers d'autres pays si la grève n'est pas levée. La direction tente d'organiser une compétition malsaine entre les sites européens. La CGT refuse en bloc cette logique : les travailleurs en France ne se feront pas les complices de la direction ou les briseurs de grève de leurs camarades espagnols.

Et la suite ?

À ce stade, les négociations débouchent sur quelques avancées mais beaucoup de propositions de la direction sont des promesses floues, interprétables, ou imprécises (non chiffrées ou datées). En réalité, la direction cherche à contourner son obligation de négocier avec les grévistes, ce qui est illégal en Espagne. D'ailleurs, elle vient d'être rappelée à l'ordre par l'inspection du travail sur ce point.

Le direction s'enferme dans une négociation de façade avec des syndicats non grévistes et exige l'arrêt de la grève comme condition à la poursuite de la négociation. Mais les salariés grévistes ne sont pas dupes, ils demandent de vrais engagements sur les réponses apportées à leurs revendications et se refusent à un vote de confiance sur les promesses de la direction. Les premières concessions de la direction montrent qu'il est possible d'obtenir gain de cause en maintenant la pression par la grève.

Les salarié-es espagnol-es ont besoin de notre soutien, les sujets de cette lutte nous concernent aussi et exigent une solidarité internationale.

Dernière minute - Le 4 septembre, sous la médiation du gouvernement espagnol, la direction a annoncé un accord de principe négocié sans les salariés grévistes et en excluant les syndicats les plus combatifs.

Et en France ?

Les méthodes de notre direction ne connaissent pas de frontières. Ici aussi, les salarié.es ont toutes les raisons de se mobiliser. Ces dernières années, les attaques se sont multipliées sur nos acquis, nos conditions de travail, l'exemple le plus récent étant la remise en cause du télétravail. Avec une politique salariale déconnectée de l'inflation depuis plusieurs années, c'est notre pouvoir d'achat qui décroche. Cette cure d'austérité pour les salarié.es sert uniquement à financer les folles promesses faites aux actionnaires. Nous refusons de nous serrer la ceinture en regardant la direction dilapider des milliards pour ses actionnaires. Pour la CGT, la résignation n'est pas une option, l'heure est à la mobilisation pour imposer un autre partage de richesses.

Nos salaires financent notre modèle social

Exiger des augmentations générales de salaire, c'est aussi défendre notre modèle de société. En imposant l'austérité salariale, la direction Airbus participe à assécher le financement de notre protection sociale et de nos services publics. Pourtant, face aux événements climatiques catastrophiques de cet été, entre canicules extrêmes et incendies, nous avons tous mesuré le besoin vital de pouvoir compter sur des hôpitaux, des écoles et des services publics robustes. L'austérité voulue par la direction n'attaque pas seulement nos fiches de paie, elle fragilise l'ensemble de notre système de solidarité face aux crises de demain.

L'attitude de la direction en Espagne montre à quel point les intérêts des salarié-es sont diamétralement opposés à ceux qu'elle défend : elle ne cherche qu'à maximiser les profits au détriment des travailleur-euses. Et cela montre que les seules perspectives d'amélioration de nos conditions de travail passent nécessairement par un rapport de force en préalable à la négociation. C'est la méthode poussée par la CGT.

Préparons la riposte

L'exemple de l'Espagne nous montre la voie. La CGT Airbus travaille d'ores et déjà à l'organisation de la mobilisation et de la grève sur nos sites en France. Dans la dynamique des appels nationaux et de la mobilisation pour la défense des services publics prévus le 29 septembre, nous appelons l'ensemble des travailleuses et travailleurs d'Airbus à se préparer à l'action pour imposer un véritable progrès social.

AIRBUS Commercial Aircraft la cgt | ATR AIRBUS la cgt | AIRBUS Atlantic la cgt | AIRBUS PROTECT la cgt | la cgt AIRBUS Marignane | la cgt AIRBUS DEFENCE & SPACE